



**NICARAGUA**



**D 2189 • Ni7**  
16-30 novembre 1997

**MOTS-CLEFS**  
Pouvoir  
Néolibéralisme  
Régime foncier  
Opposition

## *Diffusion de l'information sur l'Amérique latine*

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

## **LETTRE DU NICARAGUA**

*Depuis le 20 octobre 1996, Arnoldo Alemán, dépassant de peu le leader sandiniste Daniel Ortega, a succédé à Violeta Chamorro à la tête du Nicaragua. Cette victoire permet à la famille Somoza, les anciens dictateurs, et à leurs alliés, d'espérer retrouver une place dans le pays ainsi que leurs biens. Une stratégie est à l'oeuvre pour éliminer toute trace de sandinisme. Un accord, difficilement prévisible, serait néanmoins obtenu entre les forces rivales sur l'épineux problème de la propriété. Dans une lettre en date du 22 septembre 1997, Jean Loison, enseignant dans une école d'infirmiers et prêtre à Esteli (Nicaragua), nous parle de la situation présente du pays.*

Vous vous souvenez : grâce à un sérieux coup de pouce de l'Église catholique dans les derniers moments<sup>1</sup>, l'Alliance libérale avait gagné les élections, assez discutées pour leur manque d'honnêteté. Arnoldo Alemán le vainqueur de ces élections, était le président de la dite Alliance libérale. Est-il devenu le président de tous les Nicaraguayens ? La passation du pouvoir eut lieu début janvier 97. Au mois de mars, circulait en sous-main une partie d'un document confidentiel du Parti libéral sur la stratégie à suivre pour les six premiers mois de l'année de façon à assurer sa permanence au pouvoir pendant 15 ou 20 ans. Je viens de relire ce document qui a maintenant sept mois. C'est surprenant de voir que tout ce plan a été suivi et est suivi, au pied de la lettre. Je vous en cite des extraits car ils expliquent une bonne partie de l'ambiance actuelle :

- "C'est un devoir libéral que de défendre et légitimer les libéraux, en commençant par la famille Somoza qui, depuis la Révolution sandiniste de

1979, ont été accusés de vols, tortures et génocide. Leurs moyens économiques et leur amitié seront de grande utilité."

C'est pourquoi les familles Somoza sont revenues dans le pays, souvent avec des exigences et la volonté de mener une "guerre juridique" contre ceux qui jouissent de "leurs" biens confisqués. Elles se sentent appuyées par le gouvernement voire même encouragées à réclamer leurs terres, ce à quoi répliquent plusieurs avocats sandinistes : "nous préparons une accusation juridique contre les membres de la famille Somoza parce qu'ils sont complices de toutes les morts, tortures, de tous les vols et du génocide commis par la dictature Somoza". Et plusieurs membres de la dite famille ont été nommés ambassadeurs ou à des postes de responsabilité.

- "Liquidier politiquement, et complètement, le sandinisme de la scène du pays, c'est une des tâches de ce gouvernement. Le libéralisme ne peut pas alterner avec le sandinisme, ni permettre son existence à longue échéan-

ce."

De fait, le gouvernement est "antisan-diniste" avant d'être "national". Il semble succéder au gouvernement de Daniel Ortega, alors qu'entre les deux, et pendant six ans, il y a eu celui de Violeta Chamorro. Le sandinisme, c'est une obsession qui se traduit par une intolérance, voire une exclusion méprisante. Ainsi en juillet dernier, lors de la Fête libérale, Alemán s'est exprimé avec agressivité, arrogance, de manière sarcastique : "Jamais les sandinistes ne reviendront au pouvoir." Il a fallu les premiers barrages de routes en avril pour qu'Alemán prenne un peu conscience qu'il n'avait eu que 51 % des voix aux élections et qu'il avait à compter (et comment !) avec l'autre moitié, si bien qu'en septembre, l'atmosphère est plus respirable. La prochaine signature d'un contrat financier avec le FMI y contribue : il faut protéger une image de stabilité politique pour préserver la stabilité économique (éventuelle!).

- "Les alliances préélectorales, il faut les laisser à l'Assemblée nationale. Quant à nous, Parti libéral, il faut

1. Voir DIAL D 2125 (NdT).

compter uniquement sur l'exécutif, tout centrer sur la Présidence".

D'où un gouvernement très autoritaire ("l'État, c'est moi"), passant allègrement au-dessus de la Constitution, au-dessus de l'Assemblée nationale qui devient un simple instrument de l'exécutif, chargé de sanctionner les lois que le président a décidées de lui-même et qu'il soumet toujours "en caractère d'urgence". Alemán a pratiquement annulé l'autonomie financière des municipalités (pour les avoir dans ses mains) et il voudrait bien supprimer l'autonomie des universités. Quant à la Cour des comptes, durera-t-elle encore longtemps ? Elle est tellement gênante !

- "Il faudra nettoyer le pouvoir exécutif des fonctionnaires et employés qui ne répondent pas à nos lignes. Ne pas commettre l'erreur du gouvernement antérieur [celui de Violeta Chamorro] qui a vécu avec ses adversaires... Désigner des libéraux de souche aux postes exécutifs des banques, des transports, etc..."

De fait il y a eu un sérieux coup de balai ! Et peu importe si les remplaçants sont totalement incompetents, l'important c'est qu'ils soient membres du Parti libéral. À ce sujet, certains organismes internationaux, dont la CEE, ont réagi, car beaucoup de personnes qualifiées, formées à l'étranger, au prix de grands sacrifices, ont été licenciées pour le seul motif de ne pas appartenir au Parti, tels ces quinze employés du Théâtre national (certains d'entre eux formés en Suède). La CEE a carrément suspendu en cours de route un projet de développement laitier jusqu'à ce que le gouvernement ait une attitude conséquente au point de vue économique et technique.

### **Affaiblir le Front sandiniste**

- "Lignes et actions pour affaiblir le Front sandiniste. L'appeler à dialoguer (voir plus loin) pour démasquer son manque de démocratie, et le présenter comme profiteur et malhonnête. Réaliser des pressions pour que les deux gouvernements antérieurs (Violeta Chamorro et Front sandiniste) rendent les grandes propriétés qui nous intéressent et que les sandinistes

avaient confisquées. Les meilleures et les plus grandes appartiennent à la famille Somoza. Nous pourrions laisser celles données aux petits, façon de se concilier ces derniers et les détacher du Front sandiniste.

Pour arriver à récupérer ces propriétés, il faut que nous montrions à l'opinion publique que les dirigeants sandinistes les ont volées. Il faut donc faire apparaître à la lumière leurs villas et autres possessions, mais ne pas attaquer frontalement la réforme agraire."

- "Arriver à affaiblir, jusqu'à rompre, les liens entre le Front sandiniste et ses bases d'appui. D'où :

1) donner des titres de propriété aux pauvres, leur faire crédit, leur donner du matériel, leur remettre des dettes." Des mots !! qui veulent cacher l'intention réelle : un impôt sur la terre est prévu pour les années à venir ! Il sera élevé et pratiquement obligera les petits producteurs et les coopératives à vendre leurs terres. Déjà à l'heure actuelle, bien avant cet impôt, il y a des acheteurs centraméricains qui s'offrent à ceux qui sont endettés avec la Banque nationale. L'intention est bien de reconstituer les plus grandes propriétés rurales (*latifundios*), et supprimer dans les faits la réforme agraire sandiniste, en d'autres mots : revenir au temps de Somoza.

2) "Aux coopératives, villages et groupes sandinisants, leur couper l'oxygène économique et financier qu'ils reçoivent d'une pléiade d'ONG, en général proches du Front sandiniste." D'où une loi qui contrôle, et si possible décourage les ONG d'aider le Nicaragua, puisque ces ONG sont censées être amies des sandinistes. C'est ainsi que plusieurs d'entre vous avaient l'habitude de profiter d'un container pour envoyer des médicaments. Cette année, 155 Kg de médicaments empaquetés pour le Nicaragua il y a trois mois, ont été envoyés... à Cuba, devant les tracasseries annoncées de la bureaucratie. Peu importe que les pauvres du nord du Nicaragua meurent par manque d'argent pour acheter des antibiotiques, l'essentiel est que les sandinistes n'en tirent pas profit ! Mais quels sandinistes ? Où sont-ils de grâce ? Il s'agit de villages de misère et c'est tout.

### **QUELQUES REPÈRES**

**1936 : Début de la "dictature dynastique" des Somoza qui durera jusqu'en 1979, avec le soutien des États-Unis.**

**1961 : fondation du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), organisation d'opposition au régime.**

**1977 : les sandinistes attaquent plusieurs villes du pays.**

**1979 : Une junte composée par les sandinistes et des représentants de l'opposition traditionnelle dirige le pays. Parmi ses membres : Violeta Chamorro et le leader sandiniste Daniel Ortega.**

**1980 : Élection de Ronald Reagan. Les États-Unis vont soutenir financièrement et militairement la lutte contre les sandinistes.**

**1984 : Daniel Ortega, le leader sandiniste, est élu président du Nicaragua avec 75 % des voix. Cette expérience de gouvernement socialiste sandiniste en Amérique latine suscite un intérêt considérable et des oppositions radicales.**

**1990 : Défaite de Daniel Ortega. Violeta Chamorro est élue présidente et dirigera le pays jusqu'en 1996.**

**1996 : Élection à la présidence de la République d'Arnoldo Alemán, membre de l'Alliance libérale, parti de droite proche des somozistes.**

**DIAL**

Jugez de l'égoïsme !

- "Pour neutraliser les tensions, il faudra annoncer une baisse du prix de l'essence, du gaz, de la TVA, l'augmentation du salaire des instituteurs et infirmiers, l'importation de grains pour maintenir les prix..." Mais, saisi au cou par le FMI, Alemán n'arrive pas à prendre ces mesures. Pire même, FMI et Banque mondiale lui ordonnent le contraire s'il veut compter sur

l'aide internationale qui lui viendrait d'un nouveau contrat à signer en décembre. Pour que le Nicaragua soit reçu à "l'examen de passage" on s'attend au pire : un autre contingent massif de licenciements, cette fois chez les instituteurs et personnels de santé. L'ambiance est sombre depuis trois mois dans les hôpitaux et à notre école d'infirmier/es. Qui est sur la liste ? C'est d'ailleurs en partie pourquoi je n'ai pas écrit en juin comme j'en avais l'intention. Et ces jours-ci, le diesel, au lieu de baisser, augmente et, avec lui, le prix des transports (il n'y a pas de trains) et de tout ce qui se transporte en camion.

Mais les licenciements annoncés se font attendre. Ils sont si nombreux (l'équivalent en France serait 130 000) qu'ils affectent non seulement 3 000 sandinistes (c'est ce qu'Alemán avait proposé au FMI !), mais aussi beaucoup de gens qui avaient voté libéral. L'on comprend pourquoi le gouvernement repousse l'échéance. Il craint le cumul des forces de tous les secteurs, déjà mécontents des impôts, des licenciements précédents, de la hausse des articles de première nécessité et des tarifs de l'électricité, de l'eau et du téléphone. Et Alemán a déjà dû supporter, tous les deux ou trois mois depuis avril, des barrages de routes par les petits et moyens producteurs, par les étudiants, par les propriétaires de bus - qui ont paralysé l'économie déjà en crise pendant huit à dix jours chaque fois ! Je suppose qu'il doit dire aux organismes financiers : trêve, voulez-vous une nouvelle guerre civile au Nicaragua ? Ou bien : si je mets en oeuvre une dictature dans le pays, terminerai-je mon mandat ? Mais FMI et Banque mondiale seront les plus forts. Et les belles promesses électorales (100 000 emplois en 1997) s'éloigneront davantage encore, faisant place à 10 000 licenciements. Les sondages placent Alemán plus bas que Daniel Ortega.

### **Arrogance et toute-puissance**

Même s'il paraît se calmer un peu maintenant, Alemán, convaincu que les élections lui ont donné le pays en propriété, a voulu jusqu'ici donner l'impression de la toute-puissance : il

laisse entendre que ses décisions sont au-dessus de n'importe quelle disposition légale et qu'il peut nommer et destituer n'importe quel fonctionnaire par simple décret (hier encore, le gérant de l'aéroport).

- Il organise les ministères selon ses caprices, intervenant directement dans leur budget.

- Il déclare illégale la privatisation d'une grande entreprise de canne à sucre faite par le gouvernement de Violeta Chamorro et récemment confirmée comme légale par la *Controlaria* (organisme chargé d'examiner la légalité et la correction des dépenses publiques). Elle avait été achetée par un sandiniste. Mais Alemán l'a promise à son ami cubain américain qui a financé sa campagne électorale (et si seulement c'était l'unique remerciement !)

- Il est attentif aux petits détails qui peuvent projeter une image de changement pour les profs : ridicule avec la chaleur accablante. D'ailleurs les ministres et autres personnalités sont toujours en chemise (comme Clinton et Chirac au Colorado).

- Il a chassé les enfants qui mendiaient aux croisements des grandes artères, mais il n'a pas résolu leurs problèmes.

- Visites du président à la première heure dans les officines publiques pour surprendre les paresseux !

- Il "parle" d'un gouvernement d'austérité, limitant (?) par exemple les combustibles pour ses ministres, mais la construction d'un palais présidentiel est bien accueillie.

- Il refuse une donation de maïs. Un journal titre : "Le deuxième pays le plus pauvre d'Amérique après Haïti s'offre le luxe de refuser des vivres". Le président se justifie : "Au lieu de nous donner la nourriture d'un jour, l'organisme aurait dû nous donner l'hameçon pour pêcher tous les jours". C'est bien dit ! Mais la raison officielle est celle-ci : satisfaire ses amis qui voulaient faire monter le prix du maïs nicaraguayen. Une donation l'aurait fait baisser.

En résumé, un style qui attire l'attention, mais est-ce efficace ? Cependant, pour le président, l'essentiel n'est

quand même pas le style. Sa stratégie, son objectif principal, c'est l'installation d'une deuxième dictature somoziste et l'hégémonie du capital cubain de Miami qui a financé la campagne électorale d'Alemán, et à qui il veut livrer l'économie du pays (d'où la grève du transport public récemment). Quelle ironie de l'Histoire ! Il y a quelques années, c'était la République de Cuba de Fidel Castro qui aidait substantiellement le Nicaragua. Par contre, pour représenter le Nicaragua à l'ONU (à Genève devant la Commission des droits de l'homme) Alemán a envoyé un étranger, encore un Cubain Américain qui devait critiquer Fidel Castro. De même, ces jours-ci, notre président a été choisi par les Américains pour faire un discours anti-castriste lors d'un prochain sommet latino-américain au Venezuela en novembre.

### **Pressions externes, dialogue national et problème n° 1 : la propriété**

Dès les premiers jours de la Révolution sandiniste en 1979, les biens de la famille de l'ex-dictateur Somoza (une centaine d'entreprises et 1 600 000 ha de terres, ce qui équivalait à 40 % du PIB du pays) avaient été confisqués par l'État. Celui-ci fit une réforme agraire qui permit la remise de nombreuses terres à des paysans sans ressources. Le reste des terres et des entreprises confisquées était géré par l'État. Mais en 1990, quand le Front a perdu les élections, certains dirigeants sandinistes se sont octroyé une partie de ces terres et entreprises d'État. Puis une autre partie de ces terres d'État a été répartie aux ex-contras et ex-militaires par le gouvernement de Violeta Chamorro (qui a succédé aux sandinistes). C'était la seule façon de réintégrer tous ces gens-là dans la vie civile.

Mais depuis l'arrivée d'Alemán en 1997, les somozistes et leurs amis reviennent au pays et réclament leurs biens. "Pas question" disent les sandinistes, car :

- 1) la famille Somoza n'a aucune autorité morale pour réclamer ou se faire indemniser des "biens mal acquis",
- 2) parce que la réforme agraire, faite